



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New letter Europe N° 42 du 18 au 31 mars 2024



Union Européenne, Espace Schengen, zone euro : *Quelles différences ?*

L'Europe est un continent, composé d'une cinquantaine de pays, dont seulement 27 Etats sont membres de l'Union Européenne. Si sur le plan géologique c'est une péninsule de la plaque eurasienne, d'un point de vue géopolitique c'est "*le berceau de la civilisation occidentale*". De l'Atlantique à l'Oural et de l'océan Arctique à la Méditerranée, historiquement le christianisme a constitué un ferment d'unité européenne avec une majorité catholique au sud-ouest et au centre, les protestants au nord-ouest et les orthodoxes à l'est, mais aussi des pays majoritairement musulmans depuis plusieurs siècles comme la Turquie, le Kazakhstan, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo.

Tous ces pays sont membres du Conseil de l'Europe, une organisation intergouvernementale créée en 1949 pour défendre les droits de l'homme et la démocratie et dont la Russie en a été exclue le 16 mars 2022, suite à son invasion de l'Ukraine. L'Union européenne est une organisation politique et économique supranationale qui regroupe 27 États membres, elle dispose d'un Parlement européen (705 euro-députés) dont le siège est à Strasbourg et elle repose sur un marché unique qui garantit la libre circulation des biens, des capitaux, des services et des personnes. Elle contribue par des directives et des règlements pour promouvoir la cohésion économique, sociale et environnementale par la solidarité entre Etats membres et une politique étrangère et de sécurité commune.

La zone euro est une union des 21 pays qui ont adopté l'euro comme monnaie soit 350 millions de personnes qui utilisent des billets et pièces en euros (€) depuis le 1er janvier 2002. Dans l'UE, la politique monétaire est confiée à la Banque Centrale Européenne (BCE) dont le principal objectif est la stabilité des prix. L'espace Schengen est une zone de libre circulation des personnes (sans contrôle aux frontières) dans 23 États membres et partiellement la Bulgarie et la Roumanie depuis le 31 mars 2024. Seuls l'Irlande et Chypre ont décidé de ne pas y participer, alors que des pays en dehors de l'UE comme l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse ont choisi de s'y associer par des accords spécifiques. Depuis la pandémie de Covid 19 et devant la pression migratoire et les menaces terroristes, plusieurs pays ont décidé temporairement de rétablir les contrôles à leurs frontières pour sécuriser l'ordre public.

Source : *Tout l'Europe du 29 mars 2024*

ECONOMIE : Les principales mesures prises par l'Union européenne

Depuis 5 ans, l'Union européenne a tenté d'apporter des réponses concrètes aux défis économiques et géopolitiques majeurs dont le Brexit, le plan de relance et la réforme des règles budgétaires ainsi qu'un soutien à l'industrie européenne et le développement d'accords de libre-échange. Dès l'été 2020, le budget européen est prévu de 1 074,3 milliards d'€ pour la période 2021-2027 et suite à la pandémie de Covid 19 un *plan de relance* de 750 milliards d'€ dénommé "*Next Generation EU*" par un endettement commun des 27 Etats membres pour soutenir la reprise économique à l'aide de prêts et de subventions alloués prioritairement aux investissements des Etats membres dans l'environnement (37%) et la transition numérique (20%). Avec un budget revu à la hausse en 2024 en particulier pour l'aide à l'Ukraine (50 milliards d'€ sur 3 ans), la gestion des migrations (Plus 2 milliards d'€) et la production autonome de technologies stratégiques (plus 1,5 milliard d'€) c'est au total 2 020 milliards d'€ de mobiliser pour la période 2021-2027.

Avec la Banque européenne d'investissement (BEI) le programme InvestEU a pour objectif de mobiliser 372 milliards d'€ d'investissements publics et privés d'ici 2027. Désormais la Commission européenne peut bloquer les fonds aux pays qui ne respectent pas l'état de droit comme elle l'a fait temporairement pour la Hongrie depuis 2022. Pour rembourser son plan de relance en 2028 l'UE a prévu d'instaurer de nouvelles ressources propres dont la "*contribution plastique*" alimentée par le taux de plastique non recyclé des Etats membres et le mécanisme d'ajustement carbone visant à lutter contre le changement climatique. Depuis le 1er janvier 2024, l'UE a mis en œuvre un nouvel impôt mondial sur les bénéficiaires des multinationales approuvé par 140 pays, il taxe les bénéficiaires des entreprises à hauteur de 15% minimum quel que soit le lieu où elles déclarent leurs profits. Cette mesure vise à limiter l'optimisation fiscale des sociétés transnationales et permettre ainsi aux Etats de recouvrer de nouvelles recettes.

Pour réduire sa dépendance énergétique à la Russie suite à l'invasion en Ukraine, l'UE a déployé en mai 2022 un nouveau plan "REPowerEU" permettant de réduire la consommation de gaz et de diversifier son approvisionnement en énergies fossiles. Pour lutter contre la hausse des prix une réforme du marché de l'électricité a fait l'objet d'un accord en décembre 2023. Dans le même temps, la Banque Centrale Européenne (BCE) a augmenté de manière progressive ses taux d'intérêt pour réduire l'inflation sans bloquer la reprise économique et la politique de concurrence a été temporairement assouplie et les entreprises ont pu bénéficier d'un soutien de leurs États. Le "*Net Zéro Industry Act*" approuvé en février 2024 a pour but d'accélérer la production de technologies vertes au sein de l'UE. Si le Pacte de stabilité et de croissance (dette publique : 60% du PIB et déficit public 3% du PIB) a été suspendu en 2020, il est remis en place en 2024, mais avec plus de flexibilité pour permettre aux Etats de remettre en ordre leurs économies. Les accords de Libre-échange avec le Mexique (2000), le Canada (2017), Singapour (2019), le Japon (2020), le Vietnam (2020) et d'autres en débat comme la Nouvelle-Zélande, le Kenya, le Chili, le Mercosur (Amérique Latine) visent à stimuler le commerce par la réduction des droits de douanes et des engagements réciproques en matière de développement durable, de droits de l'homme et de bonne gouvernance.

Source : *Toute l'Europe du 20 mars 2024*



L'UE doit-elle continuer à soutenir l'Ukraine ?

Selon un sondage réalisé début 2024 auprès de 26 000 personnes de 18 pays de l'UE, 36% des Européens souhaitent que l'aide à l'Ukraine soit une priorité du prochain Parlement européen et 36% autres considèrent également qu'il s'agit d'une question importante, mais non prioritaire et seulement 27% des sondés estiment que c'est une question secondaire. Ainsi plus de 70% des européens estiment que le soutien à l'Ukraine doit être maintenu. Si ceux qui ont répondu des États membres nordiques (68% des Suédois, 59% des Danois et 57% des Finlandais) demandent au Parlement européen d'être plus proactif dans son soutien à l'Ukraine, seuls 12% des Hongrois estiment que l'aide à l'Ukraine devrait être une priorité de l'UE au cours du prochain mandat et 45% des Grecs, 48% des Roumains et 39% des Slovaques considèrent l'aide à l'Ukraine comme une question secondaire.

Même si le sondage ne fait de distinctions entre une assistance militaire, une aide macro-financière et humaine à l'Ukraine depuis l'invasion russe de février 2022, les sympathisants des Verts soutiennent massivement à 57% l'aide à l'Ukraine pour les 5 prochaines années et ceux s'identifiant au Parti Populaire Européen (PPE), aux Socialistes et Démocrates et au groupe centriste (Renew) sont également largement en faveur du maintien d'un soutien fort à l'Ukraine, à la différence de ceux qui se reconnaissent dans le groupe d'extrême droite Identité et Démocratie qui considèrent l'aide à l'Ukraine comme secondaire. Si en Grèce et en Hongrie la plupart des personnes interrogées pensent que l'impact de l'UE sur la guerre en Ukraine est inefficace dans Europe de l'Est limitrophes de l'Ukraine, la libre circulation de produits ukrainiens est en partie responsable du mécontentement agricole et le 27 mars les Etats membres ont approuvé un accord qui prolonge l'exemption des droits de douane sur les importations ukrainiennes mais en les plafonnant.

Le soutien de l'UE aide-t-il réellement l'Ukraine ? 36% des sondés affirment que l'aide de l'UE a un impact positif, 32% déclarent que l'impact de l'UE n'est ni positif ni négatif et 31% pensent que l'impact est négatif. L'aide à l'Ukraine par les 27 Etats membres s'élève à plus de 143 milliards d'€. Sur cette somme 81 milliards € ont été promis par le budget de l'UE sous forme d'une aide financière, économique et humanitaire et 12 milliards d'€ sont fournis par les Etats membres. L'assistance militaire s'élève à 33 milliards d'€ dont les 2/3 sous forme de soutien bilatéral et 11 milliards pour faciliter le soutien à la paix et 17 milliards d'€ pour soutenir les réfugiés ukrainiens au sein de l'UE. Depuis mars 2022, plus de 4 millions d'Ukrainiens ont trouvé asile en Europe où leurs besoins en matière de soins et de santé, d'éducation des enfants, de logement sont couverts par la directive européenne (2002/55/CE) relative à la protection temporaire.
Source : *Euronews* du 28 mars 2024



